Mouvement Politique d'Education Populaire

République, laïcité, internationalisme, vers un socialisme du XXIè siècle

1789 1936 1945 1968 2005 ... d'autres victoires sont possibles !

M'PEP !

SORTIR DE L'EURO ?

L'Union européenne, dès son origine, divise l'Europe en voulant renforcer le seul bloc occidental allié aux États-Unis. La paix, la coopération entre les peuples, la solidarité font partie des discours mais n'ont jamais été les moteurs de la « construction » européenne. Le vrai moteur c'est le « business », la « concurrence libre et non faussée » pour construire le capitalisme à l'européenne. Le système de Bruxelles, avec ses traités, ne sert qu'à empêcher les politiques de gauche. Il a été une formidable machine à diviser la gauche. Celle-ci doit s'émanciper de l'Union européenne qui est un monstrueux système d'aliénation et de domination, et se rassembler sur l'idée suivante : « Faire bouger l'Union européenne ou en sortir ! ».

FACE À LA CRISE DE L'UNION EUROPÉENNE, LE M'PEP PROPOSE :

1 >>> ANNULER LES PLANS D'AUSTÉRITÉ <<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<

La première chose à faire, dans tous les pays membres de l'Union européenne, est d'engager, de poursuivre ou d'intensifier les luttes sociales pour l'annulation de toute forme d'austérité pour la population.

L'austérité est comme une seconde nature pour les classes dirigeantes - à condition qu'elle s'applique aux autres - car elle est un puissant moyen de modifier le partage des richesses en leur faveur. Tous les prétextes sont bons pour y parvenir. Il est lamentable que les gouvernements socialistes de Grèce, du Portugal et d'Espagne se soient couchés devant l'Union européenne et le FMI pour imposer à leurs peuples un recul social inconnu depuis la Seconde Guerre mondiale. Les parlementaires socialistes et Verts en France se sont une nouvelle fois discrédités en votant ces plans d'austérité.

En France, la volonté du gouvernement de poursuivre la destruction de la protection sociale, actuellement les retraites, s'inscrit officiellement dans ce cadre. C'est l'hyper-classe qui doit être mise au pain sec !

2 >>> REFUSER LES PRÊTS CONDITIONNÉS PAR L'HYPER-AUSTÉRITÉ<<<<

Le plan d' « aide » de l'Union européenne et du FMI (aux banques !) prévoit des prêts aux pays qui ne pourraient plus emprunter sur les marchés financiers. Mais ils sont « conditionnés » par des mesures d'austérité pour la population. Il faut contraindre les gouvernements à refuser de faire appel à ces prêts.

3 >>> SORTIR DE L'EURO, REVENIR AUX MONNAIES NATIONALES, CRÉER UNE MONNAIE COMMUNE <

Le principe d'une monnaie unique est excellent. Un jour, à l'échelle planétaire, ne faudra-t-il pas avoir la même monnaie ?

Mais pour y parvenir, il existe des conditions à réunir dont la plus importante est celle d'un accord politique profond, sur un grand nombre de sujets - et particulièrement sur la politique économique - entre les pays participants à cette monnaie unique.

Or dès le départ l'euro a réuni des pays aux caractéristiques économiques très différentes, et surtout aux politiques économiques divergentes.

Ainsi les dirigeants allemands - d'abord les socio-démocrates et les Verts, puis les conservateurs avec Madame Merkel - ont-ils mené la même politique économique visant la priorité aux exportations. Mais il s'agissait d'exportations au sein de l'Union européenne, réalisées grâce à un gigantesque plan d'austérité imposé aux travailleurs allemands, remplacés par des travailleurs immigrés venant de Turquie et des pays de l'Est à des salaires très bas. Les dirigeants allemands ont donc provoqué d'immenses déficits commerciaux dans tous les autres pays, créant les conditions de la crise.

Il faut donc sortir de l'euro, le plus vite possible, et revenir aux monnaies nationales. C'est évidemment possible et nécessaire, il ne faut que quelques jours pour changer de monnaie. La situation actuelle est intenable, rester dans l'euro c'est accepter l'austérité éternelle. La gauche qui avait voté < non > au traité de Maastricht en 1992 en refusant l'euro doit se ressaisir. Elle avait raison !

La différence entre une monnaie unique et une monnaie commune est simple : la monnaie commune permet à chaque pays de conserver sa monnaie nationale, de maitriser sa politique monétaire et sa politique économique. La monnaie commune est utilisée dans les transactions commerciales et bancaires internationales.

4 >>> DÉVALUER <<<

Dévaluer une monnaie signifie baisser la parité officielle de cette monnaie par rapport à une autre monnaie.

Une fois sortis de l'euro, les pays qui auront décidé de reprendre leur destin en main devront généralement dévaluer leur monnaie par rapport à l'euro (s'il existe toujours) ou au mark.

La raison est très simple : les dirigeants allemands ont provoqué des déficits commerciaux chez leurs voisins. Pour revenir à l'équilibre commercial vis-à-vis de l'Allemagne, il faut favoriser les exportations des pays européens en Allemagne et décourager les importations allemandes. Pour protéger la population, il faudra remettre en place l'échelle mobile des salaires et des prix.

5 >>> NATIONALISER LA POLITIQUE MONÉTAIRE <<<

La monnaie est à l'économie ce que le sang est au corps humain.

On appelle politique monétaire les mesures concernant les conditions du financement de l'économie : niveau des taux d'intérêt (le loyer de l'argent), parité de change...

Pour s'assurer que le capitalisme disposera des moyens de son financement quelles que soient les majorités politiques, les banques centrales, chargées de la politique monétaire, ont été rendues « indépendantes ». Les politiciens de droite ont verrouillé le système pour qu'il ne serve qu'aux marchés financiers. C'est la raison de la création de la Banque centrale européenne. Les pays qui quitteront l'euro pourront retrouver le monopole de la création de monnaie. Ils pourront faire comme aux États-Unis où en mars 2009, la Banque centrale américaine a annoncé qu'elle achèterait 300 milliards de dollars de bons du Trésor américain.

Au lieu d'emprunter aux marchés financiers, les États doivent pouvoir se financer en partie auprès de leur banque centrale.

6 >>> RESTRUCTURER LES DETTES <<<

Les dettes publiques accumulées par les États ont trois causes principales.

1) Les prélèvements sur le capital sont insuffisants.

2) La crise de la dette privée (crise des *subprimes* importée des États-Unis) a été résolue en partie par un endettement volontaire des États décidé par les politiciens de droite (plans de « sauvetage » des banques et de « relance »).

3) Le poids des intérêts payés aux créanciers.

Il faut – y compris en France – décider la restructuration de la dette. Cela signifie que le gouvernement qui prendra cette décision cessera de faire appel aux marchés financiers pour se financer, mais utilisera la création monétaire et son épargne nationale. L'épargne des classes moyennes et populaires (épargne salariale, SICAV...) sera protégée. Les autres créanciers (spéculateurs, banques...) ne toucheront rien ou peu !

7 >>> NATIONALISER LES BANQUES, LES COMPAGNIES D'ASSURANCE, DÉMANTELER LES MARCHÉS FINANCIERS <<<

Le rôle des banques est normalement de financer l'économie. Elles le font de moins en moins, elles préfèrent spéculer. Le financement de l'économie ne doit pas être confié au marché, c'est pourquoi il faut nationaliser tout le système bancaire et les assurances. Cela permettra aussi d'affaiblir les positions de la classe dirigeante. Les conditions seront alors créées pour démanteler les marchés financiers, et non simplement les « réguler ».

8 >>> CONTRÔLER LES MOUVEMENTS DE CHANGES ET DE CAPITAUX <<<

Le contrôle des changes consiste à autoriser une opération de change à condition qu'elle corresponde à une réalité économique (l'achat d'une machine, de marchandises...). Le contrôle des capitaux vise à empêcher leur « fuite », notamment vers les paradis fiscaux.

9 >>> POUR AMORCER LE FINANCEMENT DU DROIT OPPOSABLE À L'EMPLOI, LANCER UN GRAND EMPRUNT NATIONAL <<<

L'épargne nationale doit servir au financement du développement national.

Un premier emprunt permettrait d'utiliser intelligemment l'épargne des Français, à un taux proche de celui du Livret A pour éviter la constitution de rentes. Priorité au financement d'un emploi pour chacun.

L'emprunt de Sarkozy sera annulé.

10 >>> PRENDRE DES MESURES PROTECTIONNISTES DANS LE CADRE UNIVERSALISTE DE LA CHARTE DE LA HAVANE <<<

Cette sortie du néolibéralisme et l'affaiblissement considérable du capitalisme proposé par le M'PEP pourra nécessiter des mesures protectionnistes dans le cadre universaliste de la Charte de La Havane.

www.m-pep.org

Bulletin de demande d'adhésion 2010

Établir votre chèque à l'ordre de : Michel Quinet «mandataire financier du M'PEP» et l'adresser à :
M'PEP - Service adhésion - 14, rue André Chénier - 91300 Massy
Cotisation valable pour une année civile de janvier à décembre
montant de la cotisation donnant droit à réduction fiscales à hauteur de 66%

Nom ..... Prénom .....

Adresse ..... Ville ..... Code postal .....

Courriel .....@..... Mobile .... Fixe ....

Né le ..... / ..... / ..... Homme ☐ Femme ☐

Cotisation : 30€ ☐ 100€ ☐ 200€ ☐ Autres montants .....€ ☐